

Un statisticien sociologue de la stratification sociale en Hongrie : Rudolf Andorka (1931-1997)



Martine MESPOULET

Professeur de sociologie, Université de Nantes

La carrière d'Alain Desrosières au sein de l'INSEE s'est caractérisée par son double parcours de statisticien et de sociologue. Dans un tout autre contexte, en Hongrie sous le régime communiste, mais à la même période, Rudolf Andorka, à la tête de la Division des Statistiques sociales de l'Office central de statistique de l'Etat hongrois, fit le lien entre statistique sociale et sociologie, entre statisticiens de l'Etat et chercheurs de l'université et de l'Académie des sciences. Son itinéraire illustre la manière dont, dans les pays européens de l'ancien bloc soviétique à régime autoritaire, les statisticiens spécialisés dans la statistique sociale s'efforçaient d'appréhender de la manière la plus précise l'état de leur société, en se frayant un chemin entre contrainte d'Etat et respect d'une démarche scientifique rigoureuse¹. Cette attitude n'est pas sans rappeler celle d'Alain Desrosières qui, dans une tout autre configuration politique, eut toujours à cœur de défendre une posture scientifique à l'intérieur d'une administration d'Etat telle que l'INSEE, de concilier les deux faces du métier de statisticien, administrateur et savant².

L'étude de la trajectoire biographique et professionnelle de Rudolf Andorka, mais aussi des outils et concepts qu'il a utilisés ou construits, dans certains cas, aidera à reconstituer son parcours de statisticien à la jonction du monde d'une administration centrale d'un Etat communiste et du monde académique. L'analyse du rôle qu'il a joué dans la conception et la mise en place du système d'enquêtes qui étaient utilisées dans l'étude des inégalités et de la stratification sociales en Hongrie sous le communisme permettra de mettre en évidence le caractère novateur de certaines approches dans un pays socialiste européen à une époque qui était encore marquée par la compétition entre deux systèmes politiques et économiques, entre deux projets de société. Comme l'a montré Alain Desrosières, les pratiques de quantification et les quantités produites peuvent être étudiées comme des objets sociaux à part entière³.

1. Sur cette question, voir Alain Blum, Martine Mespoulet, L'anarchie bureaucratique. Statistique et pouvoir sous Staline, Paris, La Découverte, 2003 ; Martine Mespoulet, Statistique et révolution en Russie. Un compromis impossible (1880-1930), Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2001.
2. Alain Desrosières, « L'administrateur et le savant : les métamorphoses du métier de statisticien », Courrier des statistiques, n°87-88, 1998, ré-édité dans Alain Desrosières, Gouverner par les nombres. L'argument statistique II, Paris, Mines Paris Tech, p. 37-59.
3. Alain Desrosières, Pour une sociologie historique de la quantification. L'argument statistique I, Paris, Mines Paris Tech, 2008.

Des langues étrangères à la statistique

Un parcours sous surveillance

Rudolf Andorka est né le 30 mars 1931, à Budapest, dans une famille d'intellectuels, médecins et professeurs d'université. Son père, qui devint diplomate en 1939 sous le gouvernement de Teleki, était une figure libérale en Hongrie. Il combattit le fascisme et le communisme, ce qui lui valut plusieurs arrestations et emprisonnements.

Les communistes arrivèrent au pouvoir en Hongrie pendant la Seconde guerre mondiale. L'armée rouge entra dans le pays à l'automne 1944, et à Budapest en avril 1945. En 1949, la Hongrie prit le nom de République populaire, une nouvelle constitution fut promulguée sur le modèle soviétique, et le Parti communiste s'installa seul à la tête de l'Etat. Après l'arrestation du père de Rudolf Andorka au printemps 1950, la famille a été obligée de quitter Budapest, en 1951, pour s'installer dans une ferme à la campagne, à l'Est du pays, région très pauvre.

Pendant ses études secondaires, Rudolf Andorka avait été scolarisé dans le lycée d'enseignement privé le plus coté de Budapest⁴. A la fin de l'enseignement secondaire, en 1949, il fut interdit d'accès à l'université en raison du statut de sa famille, considérée comme « ennemie de classe ». Une nouvelle période commença pour lui. Il travailla comme ouvrier non qualifié et, parallèlement, suivit des études supérieures de sciences économiques dans le cadre des cours du soir ouverts aux ouvriers de la Faculté de droit de l'Université Eötvös de Budapest. Son parcours de formation dans l'enseignement supérieur fut chaotique et soumis aux aléas de la position du pouvoir à l'égard de sa famille. Ainsi, en 1951, quand ses parents furent contraints de quitter Budapest, il fut lui-même expulsé des cours du soir de l'université. Il ne put reprendre ses études qu'en 1956, mais fut obligé de les interrompre à nouveau en 1957, pendant les cinq mois d'emprisonnement auxquels il fut condamné suite à l'insurrection de Budapest de l'automne 1956. Il obtint enfin son doctorat de droit en 1963.

Entre-temps, en 1962, ses compétences en langues, acquises à l'école et dans sa famille, lui avaient valu d'être recruté comme traducteur à l'Office central de statistique hongrois. Puis, il travailla comme correcteur de manuscrit au sein de la rédaction de la revue *Demography* publiée par l'Institut de recherche démographique de l'Office. Par la suite, il gravit progressivement les différents échelons qui le menèrent au poste de Directeur de la Division des Statistiques Sociales, en 1970 vraisemblablement. De fait, après son entrée dans l'Office, commença pour Andorka un parcours d'intellectuel sous surveillance politique au sein d'une administration d'Etat⁵. Comme on va le voir, le statisticien put y organiser des grandes enquêtes sociales en collaboration avec des chercheurs des universités et de l'Académie des sciences tout en respectant le cadre institutionnel et politique d'une administration centrale de l'Etat socialiste hongrois. A la tête de la Division des Statistiques Sociales, il construisit un espace d'autonomie relative à l'intérieur de l'Office qui lui permit de jeter les ponts entre la statistique d'Etat et le monde académique. Le souci de créer de fortes collaborations entre statisticiens et chercheurs fut une constante chez lui. Administrateur et savant, il s'employa, comme Alain Desrosières dans un autre contexte, à construire un espace de production de statistiques sociales qui ne soient pas purement administratives et puissent être utilisées par les chercheurs de sciences sociales pour des travaux sur l'économie et la société hongroises.

Ainsi, il constitua un réseau de chercheurs sur la stratification sociale en Hongrie qui réunit des statisticiens de l'Office central, des économistes et sociologues de l'Université d'Economie

4. C'était un établissement d'obédience chrétienne.

5. Sur ce type de parcours dans l'administration statistique d'Etat d'un pays communiste, voir Martine Mespoulet, « Survival Strategies in the Soviet Bureaucracy : The Case of the Statistics Administration », in Don K. Rowney and Eugene Huskey (ed.), *Russian Bureaucracy and the State. Officialdom from Alexander III to Vladimir Putin*, London, Palgrave Macmillan 2009, p. 152-168; Alain Blum, Martine Mespoulet, op.cit.

Karl Marx de Budapest et des chercheurs de l'Académie des sciences à Budapest. A partir de 1980, année où il fut élu président de la Société de sociologie de Hongrie, il mena de fait une double carrière de statisticien et de sociologue. En 1984, il fut nommé professeur de sociologie à la tête de la chaire de sociologie de l'Université d'Economie Karl Marx de Budapest⁶, et quitta l'Office central de la statistique tout en continuant à travailler avec les statisticiens qui étaient autour de lui dans la Division de Statistiques sociales, en particulier Istvan Harcsa, qui avait été son adjoint jusque-là. Avec ce poste, il retrouva à temps plein le monde universitaire que vraisemblablement il aurait souhaité ne jamais quitter après sa thèse. En 1991, après la chute du régime communiste, il fut nommé Recteur de l'Université d'Economie de Budapest, fonction qu'il occupa jusqu'à son décès, le 30 juin 1997.

A partir de 1984, si son recrutement à l'université lui permit de rejoindre le monde de la recherche, il ne l'éloigna pas pour autant de l'Office central de la statistique. Bien au contraire, sa nouvelle position professionnelle contribua à renforcer les collaborations entre chercheurs de l'Académie des sciences et des universités de Budapest et statisticiens de l'Office.

Un acteur de la statistique publique dans les pays d'Europe de l'Est

Un autre apport de Rudolf Andorka concerne la construction de relations et collaborations scientifiques avec des chercheurs étrangers, dans laquelle il joua un rôle très actif en raison de ses compétences linguistiques, il parlait allemand, anglais et espagnol. Il fut en particulier très présent dans l'Association Internationale de Sociologie, au sein de laquelle il fut membre du Governing Council et co-présida le Program Committee du Working Group on Social Indicators and Social Reporting dès la première réunion de ce groupe, au début des années 1980⁷. Il contribua ainsi fortement à la diffusion en Hongrie de l'approche qui a été baptisée « mouvement des indicateurs sociaux ». Cette réflexion sur la construction d'indicateurs relatifs aux dimensions sociales de la croissance émergea aux Etats-Unis dans la seconde moitié des années 1960 puis se développa dans les pays d'Europe de l'ouest au cours des années 1970⁸. Dans l'espoir de promouvoir des politiques sociales coordonnées dans les pays industrialisés, un travail de coordination des systèmes nationaux d'indicateurs sociaux fut impulsé par trois organisations internationales, l'ONU, l'OCDE et le CAEM (Conseil d'Assistance et d'Entraide Mutuelle, appelé aussi Comecon).

Ce dernier point éclaire la contribution de Rudolf Andorka à la statistique publique des pays européens du bloc soviétique dans le contexte de compétition entre les deux systèmes politiques et économiques dominants, communiste et capitaliste. Il joua en effet un rôle actif dans l'effort d'organisation d'une statistique publique commune aux pays membres du CAEM, en particulier dans la construction des indicateurs sociaux et l'élaboration des études de budgets temps des ménages. Une Division des statistiques sociales fut créée par le comité directeur de statistique du CAEM en 1970. Une de ses missions principales était de développer un système intégré de statistiques sociales pour tous les pays membres du CAEM⁹. Dès l'année suivante, cette Division décida de mettre en place un programme de construction d'indicateurs sociaux commun à l'ensemble de ces pays. Rudolf Andorka fut chargé de diriger ce travail et d'élaborer les bases théoriques et méthodologiques de ce système d'indicateurs. Plus largement, le comité directeur de statistique du CAEM missionna l'Office central de statistique de Hongrie pour élaborer le système de statistiques sociales de l'ensemble du bloc soviétique et pour coordonner cet effort de standardisation. Rudolf Andorka en assumait la responsabilité et conduisit de nombreux travaux dans cet objectif au sein de l'Office central de statistique hongrois dès le début des

6. Une chaire correspondait à un département de faculté.

7. Wolfgang Glatzer, Alex Michalos, "Rudolf Andorka, March 30, 1931 - May 30, 1997", *Social Indicators Research*, vol. 42, oct.1999, p. III-IV.

8. A ce sujet, voir Jacques Delors (dir.), *Les indicateurs sociaux*, Sedes, Futuribles, 1971, reed. 1992 ; voir aussi Alain Desrosières, *Prouver et gouverner. Une analyse politique des statistiques publiques*, Paris, La Découverte, 2014, p. 128-129.

9. Notons que plus tard, dans les années 1990, il y eut un projet similaire au sein de l'Union européenne. Voir A. Desrosières, *ibid.*

années 1970 et tout au long de la décennie. Contrairement à ce qui se passa dans les pays occidentaux, en Hongrie le développement du système d'indicateurs sociaux ne démarra pas dans des instituts de recherche, mais dans le cadre des activités de l'Office central de la statistique de l'Etat hongrois.

Enfin, Rudolf Andorka participa activement à l'entreprise de construction de nouvelles institutions de recherche dans la période de sortie du communisme en Hongrie. Il contribua, avec d'autres chercheurs, à la création d'autres formes de structures de recherche, mieux adaptées à l'étude des transformations socio-économiques qui ont accompagné cette période de passage d'une économie planifiée à une économie de marché. De fait, la libéralisation du régime commença, en Hongrie, avant les premières élections libres de mars 1990, et avant même l'éviction de Janos Kadar de la direction du Parti communiste en mai 1988. Dès 1985, Rudolf Andorka prit part à la fondation de TARKI, qui fut un des premiers instituts privés d'enquêtes en sciences sociales en Hongrie et regroupa des chercheurs issus de plusieurs universités et instituts de recherche¹⁰. En 1990, il fut nommé Président de la Fondation hongroise pour la recherche, qui avait été créée en 1986 sur le modèle des fondations allemandes et américaines. En 1990, celle-ci prit le statut d'une organisation non gouvernementale pour la recherche.

A la lumière de l'ensemble de ces activités, que Rudolf Andorka apparaît avoir joué un rôle de bâtisseur, tant dans le domaine de la statistique publique de son pays et du CAEM que dans les institutions de recherche de sociologie en Hongrie. Comme beaucoup de scientifiques et intellectuels vivant dans les pays à régime communiste de l'ancien espace soviétique, ce fut une manière de jouer un rôle d'acteur social dans la vie publique. Parlant plusieurs langues, Andorka publia dans des revues scientifiques étrangères. L'appartenance à un réseau international de chercheurs fut une manière de concilier l'internationalisme scientifique prôné par les Etats des pays socialistes européens et une forme de liberté scientifique, même si cette activité internationale restait sous le contrôle du Parti.

En Hongrie, cet espace d'initiative s'est exprimé dans l'originalité, si l'on compare avec les autres pays du bloc communiste à cette époque, des questionnements qui ont nourri les enquêtes sur les inégalités sociales, la stratification et la mobilité sociale que Rudolf Andorka a contribué à promouvoir en lien étroit avec les chercheurs des universités et de l'Académie des sciences.

Un système d'enquêtes pour analyser les inégalités sociales

Pour analyser la stratification sociale en Hongrie pendant la période communiste, Rudolf Andorka et son équipe de statisticiens utilisèrent plus particulièrement, et de manière complémentaire, les enquêtes de budget temps et la construction d'indicateurs sociaux. Leur démarche s'inscrit résolument dans une perspective de comparaison internationale, tant avec les pays occidentaux capitalistes qu'avec les pays européens du bloc soviétique.

La construction des indicateurs sociaux en Hongrie

Rappelons que, dans les années 1960, le mouvement des indicateurs sociaux était né d'un double constat. Tout d'abord, l'idée était que le Produit intérieur brut était un indicateur imparfait pour mesurer le bien-être national car il ne porte que sur la croissance de la production et de la richesse et ne dit rien sur les conditions de vie elles-mêmes. Bien-être ne rime pas forcément avec richesse. Par conséquent, de nombreux problèmes sociaux ne pouvaient pas être résolus de manière automatique par la croissance économique. Ce double constat impliquait la nécessité d'élargir le nombre et le type d'indicateurs pour pouvoir mieux mesurer la qualité de

10. A sa création, TARKI fut présidé par Tomas Kolosi, qui fut conseiller du Premier ministre de Hongrie une première fois en 1989-1990 et, une deuxième fois, en 1998-2002.

vie et son augmentation réelle, comme en témoignent des ouvrages publiés à cette époque, par exemple celui dirigé par Jacques Delors en 1971¹¹. Les indicateurs sociaux devaient fournir des informations sur les processus sociaux, de la même manière que les indicateurs économiques en donnaient depuis les années 1940 sur les transformations économiques. Statisticiens produisant des statistiques sociales et sociologues collaborèrent dans de nombreux pays pour élaborer de tels indicateurs¹².

Dans les pays à régime communiste, la mesure du bien-être de la population et de son augmentation était une question très politique¹³. Le projet de ces Etats était de construire une économie et une société dans lesquelles l'accès de tous aux biens et aux ressources devait être une priorité et une garantie pour tous. Dans cette logique, la mesure du bien-être revenait à évaluer le degré d'efficacité du modèle communiste, en particulier par comparaison avec le système de production et de répartition des pays capitalistes. Bien moins encore que dans les pays capitalistes, le bien-être ne pouvait se résumer seulement à la richesse acquise au niveau individuel. L'objectif dans ces pays n'était pas l'accumulation de biens personnels mais l'épanouissement et la culture des individus. L'intérêt de Rudolf Andorka pour le mouvement des indicateurs sociaux n'avait rien d'incompatible avec le discours politique de l'Etat hongrois. Le mouvement des indicateurs sociaux était porteur d'une réflexion dont la préoccupation était de forger des outils permettant de mesurer les dimensions sociales de la croissance, ce qui n'entraînait pas en opposition avec la construction du socialisme. Bien plus, des indicateurs bien choisis pourraient fournir des outils pour analyser les inégalités sociales et les corriger à l'aide de politiques sociales adaptées. Le statisticien forgeait ainsi des outils utilisables par les sociologues faisant des recherches sur les inégalités et la stratification sociale.

Compte tenu de la faible connaissance de ce type d'indicateurs en Hongrie au début des années 1970, le choix fut fait d'utiliser l'expérience internationale déjà existante en adaptant la réflexion et les bases théoriques aux objectifs fixés au sein par le CAEM. Il y avait, en particulier, l'idée que ces indicateurs pourraient fournir des outils statistiques pour la planification sociale naissante. Dans un contexte de fortes discussions sur la nécessité de réformer l'entreprise et l'économie, les travaux du Comité pour la planification à long terme du Travail et du Niveau de vie servirent de base à la planification sociale des années 1970.

Le travail engagé par Rudolf Andorka et son équipe sur le système d'indicateurs sociaux du CAEM se développa sur cette toile de fond. Dans un objectif de standardisation des définitions et des méthodes, les statisticiens firent une étude des caractéristiques principales des enquêtes de statistique sociale dans tous les pays concernés, ainsi que des concepts et des classifications utilisés. Un rapport rassemblant les résultats de cette investigation fut discuté au cours d'un séminaire qui se tint à Budapest en 1974¹⁴. Le travail fut effectué en plusieurs phases. Quelques principes furent énoncés pour la démarche retenue au sein du CAEM, en particulier : les indicateurs proposés devraient couvrir les phénomènes sociaux les plus importants. Le système d'indicateurs devrait utiliser des concepts et des classifications uniformes pour tous les pays du CAEM.

Neuf sous-systèmes d'indicateurs furent établis lors de la première phase (1974-1976) : population et famille / éducation / travail / structure sociale et mobilité / revenu et richesse / consommation / santé / logement / activités culturelles.

11. Jacques Delors (dir.), op.cit.

12. La revue Social Indicators Research, créée en 1974, témoigne de la vitalité de la réflexion sur les indicateurs sociaux à cette époque.

13. Martine Mespoulet, - « Bien-être des individus et utilité sociale : la mesure du temps libre en URSS dans les années 1960 et 1970 », in Agnès Florin et Marie Préau (dir.), Le bien-être, Paris, L'Harmattan, 2012, pp. 59-70.

14. Il s'agit du rapport intitulé « The System and Basic Trends of the Elaboration of the Indicators of Social Statistics »

Trois sous-systèmes furent ajoutés au cours de la deuxième phase (1976-1978) : sports, loisirs, tourisme / budget temps / sécurité de la société, puis cinq autres lors de la dernière phase (1978-1980) : services publics / protection environnementale / conditions de travail / pathologie sociale / participation à la vie politique et sociale.

Afin de faciliter la comparaison avec les pays capitalistes, une grande attention fut apportée pour développer des sous-systèmes le plus proches possible de ceux élaborés par les Nations Unies tout en préservant la possibilité de fabriquer des sous-systèmes spécifiques pour les pays du CAEM. Toutefois, la comparaison entre pays du CAEM des indicateurs construits progressa par à coups, d'une part en raison d'un manque de données, d'autre part à cause de la volonté des responsables politiques de conserver la confidentialité des indicateurs, comme c'était le cas pour la plupart des données statistiques sur la société dans l'ensemble des pays européens du bloc soviétique. Aussi le premier indicateur commun ne fut pas publié avant le milieu des années 1980. Comme souvent dans ces pays, le travail statistique se faisait mais les données produites n'étaient pas diffusées car soumises au secret politique¹⁵.

Le premier rapport largement diffusé auquel donna lieu ce travail d'élaboration d'indicateurs fut possible en 1990, après la chute du régime communiste, quand le contrôle politique ne s'exerça plus sur ces données¹⁶. Jusque-là l'administration statistique s'était opposée à toute publication large des travaux sur les indicateurs sociaux et de leurs résultats. Edité sous la direction de Rudolf Andorka, Tamas Kolosi et György Vukovics, ce rapport diffusa des données sociales sur le pays vers un public plus large que celui des décideurs politiques au sens strict. Dans la revue *Social Indicators Research*, Rudolf Andorka et son ancien adjoint à l'Office hongrois de statistique, Istvan Harcsa, publièrent aussi un gros rapport dans lequel les indicateurs sociaux étaient utilisés pour mettre en évidence divers phénomènes et processus sociaux dans le cadre d'une théorie de la modernisation de la Hongrie¹⁷.

Une autre originalité de ce travail sur les indicateurs sociaux en Hongrie réside dans le fait que les enquêtes de budget temps furent utilisées de manière complémentaire pour enrichir l'analyse de la différence de revenus et de modes de vie entre groupes sociaux.

Les enquêtes de budget temps, un outil pour analyser la stratification sociale

Les études de budget temps des ménages ont été très pratiquées dans certains pays socialistes européens dans les années 1970 et 1980, en particulier en Hongrie. La première enquête de ce type y fut effectuée en 1963 et fut suivie, en 1972-1973 et 1976-1977, par celles réalisées sous la direction de Rudolf Andorka. Au début des années 1980, celui-ci exploita l'ensemble des données de ces enquêtes dans la perspective d'une analyse sur la longue durée, dont les résultats furent publiés en 1982 et 1984¹⁸.

Rappelons qu'avant que Rudolf Andorka ne devienne directeur de la Division des statistiques sociales de l'Office statistique hongrois, une grande enquête internationale sur les budgets temps avait été organisée en 1965 sous la direction d'un autre Hongrois, Alexander Szalai, professeur et correspondant de l'Académie des sciences de Hongrie, dans le cadre d'un projet de

15. Les données statistiques classées « confidentielles » ou « secrètes » étaient utilisées par le Parti ou les organismes de sécurité. Voir Alain Blum, Martine Mespoulet, *L'anarchie bureaucratique*, op. cit. Martine Mespoulet, *Construire le socialisme par les chiffres. Enquêtes et recensements en URSS de 1917 à 1991*, Paris, Ed. de l'Ined, 2008.

16. Rudolf Andorka, Tamas Kolosi, György Vukovics, *Tarsadalmi riport 1990*, Budapest, TARKI, 1990.

17. Rudolf Andorka, Istvan Harcsa, "Modernization in Hungary in the Long and Short Run Measured by Social Indicators", *Social Indicators Research*, 23, 1990, p. 1-199. (texte reçu par la revue en 1988)

18. R. Andorka, T. Kolosi, *Stratification and Inequality*, Budapest, Collection Hungarian Sociological Studies, Institute for Social Sciences, 1984; R. Andorka, I. Harcsa, I. Niemi, "Use of Time in Hungary and Finland", Budapest, *Studies 102*, Central Statistical Office of Finland, 1983; R. Andorka, B. Falussy, "The Way of Life of the Hungarian Society on the Basis of the Time Budget Surveu of 1976-1977", *Social Indicators Research*, 11, 1, 1982, p. 31-74.

recherche international financé par l'UNESCO¹⁹. Ce programme de comparaison internationale portant sur 12 pays²⁰, qui avait pour objectif d'évaluer l'influence de l'industrialisation sur la vie quotidienne de la population urbaine et sa culture, a joué un rôle important dans la diffusion de la pratique et de la méthodologie de ces enquêtes dans les pays socialistes d'Europe centrale.²¹ La statisticienne Zsuzsa Ferge, chef du département des études économiques de l'Office hongrois de statistique, prit une part active dans ce programme international, ce qui contribua à ancrer la production des études de budget temps dans l'administration statistique hongroise. En continuant à les développer, Rudolf Andorka en fit aussi un outil pour les recherches en sociologie sur les différences sociales dans le mode de vie.

En Hongrie et dans les autres pays du CAEM, les enquêtes sur les budgets temps des ménages furent utilisées avec deux objectifs principaux. Tout d'abord, leurs données furent mobilisées pour traiter des questions de planification sociale, par exemple planification des transports urbains, des constructions d'équipements sportifs et culturels, de logements. En Hongrie, elles servirent aussi pour étudier la stratification sociale et la mobilité sociale. L'analyse du temps passé aux différentes tâches domestiques déboucha sur l'étude de la division sexuelle du travail et de son évolution dans l'espace domestique et dans la société. Elle servit de base aussi à l'observation des formes concrètes de l'égalité des conditions et des statuts entre hommes et femmes dans la famille, au travail et dans la société, critère important pour juger de l'état d'avancement du socialisme dans ces pays. Si l'égalité entre les sexes était reconnue par les textes de loi, qu'en était-il dans la réalité ?

En Hongrie, ces enquêtes furent utilisées en outre pour étudier l'étendue et les formes de l'économie informelle et mieux appréhender le rôle de celle-ci en complément de la sphère de l'économie formelle et des circuits étatiques et coopératifs. L'économie domestique fut privilégiée dans l'observation. Le rôle des lopins de terre dans la consommation des familles et leur approvisionnement alimentaire, la part de la couture et du bricolage faits à la maison furent analysés en combinant les données des études sur les budgets temps avec celles des enquêtes sur les budgets des ménages.

Dès les années 1970, les budgets temps servirent aussi pour analyser le processus de différenciation sociale à la lumière des différences de modes de vie en Hongrie, et de manière comparée avec d'autres pays du CAEM, Pologne notamment, et avec la Finlande, pays partenaire du CAEM, sur la base d'une enquête commune²². Une comparaison fut faite également avec les Etats-Unis sur la base de l'enquête américaine de 1975-1976.

Y avait-il une relation entre croissance du revenu et croissance du temps libre ? Cette question était sous-jacente à toutes ces comparaisons entre pays. En Hongrie, la notion de mode de vie fut travaillée en commun par les statisticiens et les sociologues. Les indicateurs sociaux concernant le style de vie furent construits sur la base des études de budget temps, qui furent considérées comme un des outils principaux pour appréhender les contours du mode de vie des Hongrois. Comme les sociologues hongrois, Rudolf Andorka estimait qu'il était impossible de dresser un tableau réaliste de la société hongroise de l'époque sans prendre en compte les différences de mode de vie. Pour appréhender celles-ci de manière plus précise et quantifiée, il exploita les données sur le temps passé en dehors de la sphère du travail officiel et construisit une analyse de la stratification sociale en Hongrie.

19. Alexander Szalai (ed.), *The use of time. Daily activities of urban and suburban populations in twelve countries*, La Hague-Paris, Mouton, 1972.

20. Les pays concernés furent : l'URSS, la Hongrie, la Bulgarie, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie, la République démocratique d'Allemagne, la République fédérale d'Allemagne, la Belgique, la France, les Etats-Unis, le Pérou.

21. Il est à noter que la situation est différente pour l'URSS, où ces enquêtes étaient pratiquées dès les années 1920. Voir Martine Mespoulet, *Construire le socialisme par les chiffres*, op. cit., p. 181-191.

22. L. Adamczuk, R. Andorka, I. Harcsa, i. Niemi, "Modernization and Time Budget in Finland, Hungary and Poland", in *In memoriam Alexander Szalai*, Budapest, Ed. Laszlo Cseh-Szombathy, 1986, p. 223-256.

Les raisons données par les ménages pour justifier l'augmentation, entre 1963 et 1975, du temps consacré aux activités de l'économie auxiliaire sur le lopin de terre mirent en avant la nécessité de se procurer un revenu complémentaire ou de réaliser une part d'auto-consommation suffisamment importante par rapport à leurs besoins. Andorka en déduisit que la tendance à la réduction des différences sociales dans les conditions de vie, d'un point de vue statistique, était due au fait que beaucoup de ménages hongrois avaient augmenté le temps consacré au lopin de terre en dehors du temps de travail lié à leur emploi, mais que cela contribuait à renforcer les inégalités culturelles. En effet, la part croissante du temps libre passé aux activités de production agricole sur le lopin individuel, qui caractérisait particulièrement les couches inférieures de la société, les agriculteurs au premier chef et les ouvriers non qualifiés ou semi-qualifiés résidant dans des zones rurales, ne pouvait pas être consacrée à des activités culturelles ou de loisirs, à des activités pour se former ou se cultiver. Le statisticien formula un résultat qui révélait une situation contradictoire avec le projet communiste de construction d'une société plus égalitaire.

Conclusion

Tout le temps qu'il fut à la tête la Division des statistiques sociales de l'Office central de statistique de l'Etat hongrois, Rudolf Andorka s'efforça de décloisonner le monde de la statistique d'Etat en facilitant la circulation des statisticiens et des chercheurs entre l'Office et les institutions académiques, universités et Académie des sciences. Ce faisant, il facilita l'accès des chercheurs en sociologie aux données de la statistique sociale d'Etat, ce qui contribua à irriguer celle-ci de questionnements venus de la recherche académique. Les enquêtes de la Division des statistiques sociales de l'Office fournirent un matériau très riche pour l'analyse de la stratification et de la mobilité sociale en Hongrie. Le fonctionnement en réseau interinstitutionnel stimula une circulation des concepts, des catégories et des méthodes. Statisticien et sociologue, Rudolf Andorka s'appuya sur les données des budgets temps et les indicateurs sociaux pour formuler une théorie de la modernisation de la société hongroise sur le long terme²³. En incluant les sociologues dans le travail de conception et d'analyse des données des grandes enquêtes statistiques de l'Etat, Rudolf Andorka contribua sans nul doute à la vitalité des travaux de sociologie de la stratification et de la mobilité sociale en Hongrie sous le communisme, dans les années 1970 et 1980, puis ensuite dans la période de sortie du communisme. Le rôle qu'il joua n'est pas sans rappeler ce qu'Alain Desrosières s'est efforcé de construire au sein de l'administration statistique de l'Etat français pendant la même période²⁴. La conception qu'avait Alain Desrosières du métier de statisticien, administrateur et savant, place celui-ci de fait au point de jonction entre deux espaces sociaux et institutionnels différents, celui d'une administration d'Etat et celui de la recherche en sciences sociales. Construire des passerelles, réussir la jonction entre les deux était, à ses yeux, un enjeu crucial dans la production de connaissances pour mieux comprendre la société et l'économie dans lesquelles nous vivons. Vivant dans un tout autre système politique, l'action de Rudolf Andorka a été guidée par la même croyance dans le rôle central de la science dans une société. Dans les deux cas, l'acteur social se dévoile derrière l'administrateur et le savant.

23. Rudolf Andorka, Istvan Harcsa, « Modernization in Hungary in the Long and Short Run Measured by Social Indicators », *Social Indicators Research*, vol.23, pp. 1-199, 1990; Rudolf Andorka, Istvan Harcsa, "Long-Term Modernization of Hungarian Society", in Rudolf Andorka, Tamas Kolosi, Richard Rose, György Vukovic, *A Society Transformed. Hungary in Time-Space Perspective*, Budapest, Central University Press, 1999.

24. Voir Emmanuel Didier, « Alain Desrosières, savant essentiel et homme de qualités », Introduction à Alain Desrosières, *Prouver et gouverner*, op. cit., pp. 5-29.